



Vaccination OUI. Obligation, culpabilisation, divisions NON

L'épidémie de Covid-19 se répand à nouveau, le variant delta se propage rapidement. E. Macron a prononcé un discours le 12 juillet annonçant que la vaccination anti-covid serait rendue obligatoire pour les personnels soignants et non soignants des hôpitaux, cliniques, Ehpad et maisons de retraite, ainsi que pour les professionnels et bénévoles intervenant auprès des personnes âgées à domicile. Il a aussi indiqué que, dès le 21 juillet, le pass sanitaire sera étendu sur tout le territoire pour les lieux de loisir, de culture, de transport et les centres commerciaux. Avec un ton autoritaire, il a annoncé ces mesures accompagnées de menaces, contrôles, sanctions... Les soignants non vaccinés ne pourront plus travailler et ne seront plus payés.

Au pas de course, Macron et son gouvernement ont présenté et adopté, le lundi 19 juillet, en conseil des ministres, un projet de texte de loi. Le passage express par le Parlement est prévu à partir de mardi 20 ; l'adoption définitive est programmée pour la fin de la semaine. L'utilisation du pass sanitaire doit être élargie, dès le 21 juillet, à l'entrée de tous les lieux de loisirs et de culture rassemblant plus de 50 personnes, avant d'être étendu aux restaurants, cafés et transports de longue distance à partir de début août, quand la loi sera promulguée. A compter de cet automne, les tests PCR seront rendus payants.

Pour une vaccination acceptée et non imposée

Nous unissons nos voix à toutes celles des syndicats, associations, organisations politiques pour affirmer avec détermination que la vaccination est essentielle pour stopper l'avancée de l'épidémie. Mais aussi avec la même fermeté, nous ne pouvons pas accepter la répression, la restriction des droits, le contrôle de la population.

Conditionner la liberté de circulation à la vaccination et remettre en cause la gratuité des tests PCR, rendent de fait le vaccin obligatoire.

E. Macron ainsi que le gouvernement ont choisi d'agiter les peurs, de brandir les menaces et de recourir à la contrainte plutôt que de multiplier les moyens pour informer et laisser le temps de réfléchir à celles et à ceux qui se posent des questions, car un nouveau vaccin suscite toujours des interrogations.

Il est nécessaire de faire la différence entre les craintes légitimes d'une partie de la population et les tentatives de forces qui exploitent les peurs et les angoisses avec des intérêts politiques réactionnaires comme cela a eu lieu samedi dernier dans des manifestations.

La gestion chaotique de la crise sanitaire a suscité la défiance

Un gouvernement qui a géré cette crise avec de multiples cafouillages peut difficilement convaincre. Les mensonges, les masques soient-disant « inutiles », le gel qui manquait tout comme les tests PCR, puis les points de vaccination qui n'étaient pas opérationnels, le manque de doses, ont contribué à nourrir la défiance... sans compter sur le travail acharné des complotistes portés par l'extrême droite, très efficaces pour la désinformation.

Nous sommes convaincues que le travail de terrain est prioritaire notamment par le biais d'initiatives pour faire le lien avec la population à qui l'information n'est pas correctement transmise. Les femmes des quartiers populaires ont difficilement eu l'occasion de pouvoir exprimer toutes leurs craintes, poser toutes leurs questions, de pouvoir s'appuyer sur des personnes de confiance qui respectaient leurs doutes. Il est très important de leur fournir les explications nécessaires, de répondre à leurs questions.

Les Premières de corvée stigmatisées et sommées de se faire vacciner

Fidèle à lui-même, E. Macron a stigmatisé encore une partie de la population. A commencer par les personnels soignants et non-soignants des hôpitaux, des Ehpad, les aides à domicile, etc...

Les premières de corvées, les héroïnes qui nous ont sauvé la vie au risque de la leur, sans protection ni matériel adéquat pendant plusieurs mois, sont mises sur le banc des accusés et montrées du doigt comme étant réfractaires à la vaccination, ce qui n'est pas la réalité.

Le fait de désigner un bouc émissaire, comme c'est le cas aujourd'hui avec le personnel soignant et les non vacciné.e.s, a fait partie de la stratégie de Macron tout au long de son mandat, « *diviser pour mieux régner* » telle est sa devise.

L'extension du pass sanitaire aux centres commerciaux les plus grands, aux bars et aux restaurants, induit une obligation de vaccination de fait pour les salarié.e.s de ces secteurs qui sont très majoritairement des femmes ; un nouveau motif de licenciement est ainsi créé. Des caissières, des vendeuses, menacées de licenciement alors que dans la grande distribution, certaines ont payé de leur santé, voire de leur vie, pour avoir été exposées au coronavirus sans protection lors de la première vague.

E. Macron, très « autosatisfait » de sa gestion de la crise se dédouane de ses responsabilités, de la responsabilité de ses ministres, de l'administration sanitaire, fautifs du dysfonctionnement. Ils et elles ne veulent pas rendre de comptes aujourd'hui et, en revanche accusent devant tout le pays les premières de corvée qui se sont bagarrées contre l'épidémie.

Solidarité avec les populations du monde encore privées du vaccin.

L'épidémie ne peut être enrayée sur un seul territoire. Pour bloquer le virus, c'est une solidarité internationale qu'il faut développer, qui passe par la levée des brevets sur les vaccins et les traitements anti-covid. Sur ce point, Macron avait dit en juin à des ONG qu'il soutiendrait la demande de levée des brevets sur les vaccins contre le Covid pour en garantir l'accès partout. Mais son discours du 12 juillet n'y fait pas mention. Rappelons que seulement 2 % des personnes sont vaccinées en Afrique.

Les groupes pharmaceutiques en pleine course au profit doivent passer à la caisse pour financer la protection de la santé de la population mondiale.

Il faut nous attacher à expliquer et à dénoncer la politique du gouvernement et les fakes- news, afin d'éviter les divisions et les pièges qui nous sont tendus !

Nous ne serons pas les complices d'E. Macron pour diviser les milieux populaires, les travailleuses et les travailleurs.

20 juillet 2021

Organisation de Femmes Egalité
Pour l'émancipation et le progrès social

21 ter rue Voltaire 75011 Paris

www.femmes-egalite.org femmesegalite@yahoo.com